



# BULLETIN QUOTIDIEN EUROPE

Éditeur responsable et éditorialiste : Ferdinando Riccardi  
 Directeur de la rédaction : Giampiero Gramaglia  
 Rédacteur en chef : Lionel Changeur  
 Rédacteur en chef adjoint : Benoit Cusin

N° 10397/918  
 Mercredi  
 15 juin 2011

Bureau de dépôt Bruxelles X

La reproduction ou diffusion, même partielle, du présent bulletin est strictement interdite, sauf accord préalable

## BIBLIOTHÈQUE EUROPÉENNE

Auteurs et maisons d'éditions sont priés d'adresser livres, périodiques et autres publications à:  
 AGENCE EUROPE – Bibliothèque Européenne – Rue de la Gare, 36 – B – 1040 Bruxelles.

\*\*\* **BEA CANTILLON, PATRICIA POPELIER, NINKE MUSSCHE** (sous la dir. de) : *Social Federalism: The Creation of a Layered Welfare State. The Belgian Case. Intersentia Publishers (31 Groenstraat, B-2640 Mortsel, Belgique. Tél. : (32-3) 6801550 - fax : 6587121 - Courriel : mail@intersentia.be - Internet: www.intersentia.be). Collection « Social Europe Series », n° 27. 2011, 290 p., 74 €. ISBN 978-94-000-0166-4.*

Ce très instructif ouvrage voit d'éminents scientifiques s'intéresser à la manière dont la politique sociale se fédéralise en Belgique, celle-ci se trouvant à nouveau être un « laboratoire » européen. Il ne faut point s'y tromper, cet État fondateur de l'Union ne retient pas seulement l'attention de ses voisins pour de très mauvaises raisons, entre autres une crise politico-gouvernementale d'une durée et d'une acuité sans précédent, mais aussi parce qu'il constitue « *un test important* » pour ce qui est de la jurisprudence de l'Union en matière de dévolution de compétences relatives à la politique sociale à des entités sous-nationales. Même si la Belgique connaît des problèmes de nature politique et constitutionnelle qui lui sont propres, il n'en demeure pas moins qu'elle mérite le détour pour tout amateur de fédéralisme comparé, d'autant plus que, comme l'explique le Pr. Arthur Benz (science politique à l'Université de Darmstadt) dans sa réflexion, « *d'une manière ou d'une autre, l'interaction entre le nationalisme, la régionalisation, la décentralisation et la politique sociale est d'une importance considérable dans de nombreux pays* ».

Dans ces pages, la Belgique se trouve donc appréhendée comme un cas d'école afin que des leçons générales puissent être tirées des expériences qui y ont eu ou y ont cours. Ainsi, dès l'introduction, la « *Belgique pour les débutants* » plante le décor en quelques paragraphes, l'historien Herman Van Goethem (Université d'Anvers) s'employant ensuite à mettre à nu les causes - linguistiques et sociales - de la « *partition nationale* ». Au passage, il est à noter que, si la plupart des auteurs réunis dans ces pages proviennent du nord du pays, la rigueur scientifique l'emporte, dans toutes les contributions, sur une quelconque approche partisane, quand bien même quelques sensibilités néerlandophones peuvent affleurer ci et là. De toute façon, très vite, l'angle s'ouvre pour embrasser des horizons beaucoup plus vastes, plusieurs contributions montrant ainsi combien la dimension européenne a un impact profond sur la constellation constitutionnelle interne des États membres de l'Union et combien la poussée vers la dévolution, la régionalisation et l'allocation des compétences au niveau de gouvernance le plus approprié de l'État n'est pas l'affaire de la seule Belgique.

Les réflexions des auteurs procèdent des constats suivants. D'abord, l'État-providence belge a évolué vers un « *État-providence stratifié, où le niveau national classique de la sécurité sociale s'est étroitement mêlé au niveau supranational (politique et législation sociales de l'Union européenne) et aux entités sous-nationales (Flandre, Wallonie, Bruxelles)* ». Ensuite, cet État-providence stratifié est confronté aux tensions qui surgissent entre les différents niveaux de pouvoir, chacun d'eux pouvant se retrancher derrière le principe - transformé en « *dogme* » - d'exclusivité pour la gestion des compétences qui leur ont été reconnues. Il en résulte, bien entendu, un « *inévitabile chevauchement et dépassement des compétences des uns et des autres* », ce qui prouve, aux yeux des auteurs, que les actuels paquets de compétences homogènes et principe d'exclusivité sont dépassés. D'où cette affirmation assénée d'emblée par Béa Cantillon, Patricia Popelier et Ninke Mussche (toutes trois de l'Université d'Anvers) : pour pouvoir faire face à la complexité de la politique sociale telle qu'elle se présente de nos jours, la Belgique doit se doter d'un système de compétences partagées, que celles-ci soient parallèles ou simultanées, et nouer un « *plus haut degré de coordination et de coopération entre les différents niveaux de gouvernement* ». Concrètement, les auteurs arguent au fil de pages très riches que des « *pouvoirs partagés fondés sur la subsidiarité* » offrent davantage de garanties aux citoyens - ce qui est un message qui ne peut valoir que pour les seuls Belges !

Michel Theys



# BULLETIN QUOTIDIEN EUROPE

Éditeur responsable et éditorialiste : Ferdinando Riccardi  
 Directeur de la rédaction : Giampiero Gramaglia  
 Rédacteur en chef : Lionel Changeur  
 Rédacteur en chef adjoint : Benoit Cusin

No. 10397/918  
 Wednesday  
 15 June 2011

Bureau de dépôt Bruxelles X

La reproduction ou diffusion, même partielle, du présent bulletin est strictement interdite, sauf accord préalable

## EUROPEAN LIBRARY

*Authors and publishers are requested to send all books, periodicals and other publications to:*  
 AGENCE EUROPE – European Library – Rue de la Gare, 36 – B – 1040 Bruxelles.

\*\*\* **BEA CANTILLON, PATRICIA POPELIER, NINKE MUSSCHE** (Editors): *Social Federalism: The Creation of a Layered Welfare State. The Belgian Case. Intersentia Publishers (31 Groenstraat, B-2640 Mortsel, Belgium. Tel: (32-3) 6801550 - fax: 6587121 - Email: mail@intersentia.be - Internet: www.intersentia.be).* « Social Europe Series » series, No. 27. 2011, 290 pp, €74. ISBN 978-94-000-0166-4.

In this very informative book, eminent scientists tackle the way in which social policy in Belgium is developed on a federal basis in what could be called a new European “laboratory”. It should be quite clear that this founding member state of the European Union is not only in the news for bad reasons, such as its unprecedented and sustained politico-governmental crisis. It is also in the news because it is undergoing “an important test” with regard to jurisprudence in the Union and the devolution of competencies and social policy to subnational entities. Although Belgium has experienced its own political constitutional problems, it should also be examined as an example of comparative study because, as Professor Arthur Benz (political science at the University of Darmstadt) points out, “in one way or another, the interplay between nationalism, regionalisation, decentralization and social policy are of considerable importance in many countries”.

In this book, Belgium is taken as a case study and an example of what lessons can be drawn from the experiences of this country in this connection. Therefore, the introduction, “Belgium for beginners” sets the scene in just a few paragraphs and the historian Herman Van Goethem (University of Antwerp) seeks to explore the social causes of “national partition”. It should be noted that although the different authors writing in this book come from the north of the country, their contributions are all scientifically robust and do not give in to any partisan approach, even if a number of Dutch-speaking concerns predominate in certain parts of the book. The book is, in any case, extremely comprehensive and contains several contributions to demonstrate how the European dimension has a huge impact on the domestic constitutional workings of Union member states and how the impetus towards devolution, regionalisation and the allocation of competences at the most appropriate level of state governance is not exclusively a concern of Belgium alone.

The authors’ observations are as follows: firstly, the Belgian welfare state has developed into a “a layered welfare state, where the classical national level of social security has become intertwined with the supra-national level (EU social policy and legislation) and the sub-national entities (Flanders, Wallonia, Brussels”. This stratified welfare state has had to confront different sources of tension arising from the different levels of power, with each of them fighting their own individual corner on the principle or “dogma” of being exclusively responsible for its own area of governance as recognised by the Belgian state. Subsequently, there is an, “inevitable overlapping and crossing of each others’ competences”. The authors therefore consider that the *homogenous competence packages and the exclusivity principle are outdated*. This affirmation is made in no uncertain terms from the outset by Béa Cantillon, Patricia Popelier et Ninke Mussche (all of them from the University of Antwerp): in order to tackle the complexity of social policy today, Belgium has to develop a system of shared competences that run in parallel or concurrently and which link, “a high degree of coordination and cooperation between the different levels of government”. In practical terms, the authors argue through this immensely comprehensive book that, “shared powers based on subsidiarity” provide more guarantees to citizens, which is a powerful message to send out and not for the citizens of Belgium alone!

Michel Theys